

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 9 JUILLET 1919.

Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes
et la participation du jury à l'application des peines.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le rôle des Cours d'assises est encombré ; parmi ceux qui doivent comparaître devant elles, les uns sont accusés de crimes de droit commun que l'atteinte portée par l'occupant à l'indépendance de la magistrature et la suspension des travaux de celle-ci ont empêché de juger ; les autres sont accusés du crime odieux de trahison.

La juridiction des Cours d'assises a donc pour le moment une importance plus grande encore que normalement et le Gouvernement et les Chambres doivent plus que jamais veiller à ce qu'elle s'exerce dans des conditions favorables.

Le Gouvernement s'est ému de verdicts par lesquels les jurés ont déclaré non coupables des délinquants en aveux. La constatation en a été faite à maintes reprises : le jury, lorsqu'il craint que la Cour ne prononce une pénalité qu'il estime exagérée, préfère rendre un verdict de non-culpabilité contraire à l'évidence même. C'est là, faut-il le dire, une manière de juger qui ne manquerait pas de compromettre gravement l'ordre public à un moment où, comme aujourd'hui, les Cours d'assises ont à statuer sur une quantité énorme d'affaires.

Aussi le projet qui vous est soumis tend-il à obtenir du jury une justice plus saine en le faisant participer à l'application de la peine et en lui permettant de graduer celle-ci exactement d'après la culpabilité de l'accusé.

Les juridictions d'instruction, elles aussi, sont encombrées ; le nombre des inculpés en état de détention préventive est, lui aussi, considérable et l'opi-

nion publique, se laissant égarer par le caractère odieux de l'accusation qui pèse sur beaucoup d'entre eux, a une tendance marquée à les considérer déjà comme coupables parce qu'ils sont en état d'arrestation ! Il importe donc d'éviter toute prolongation inutile de la détention préventive afin que le public ne confonde pas dans une même réprobation innocents et coupables.

*
* * *

L'article 1^{er} de la loi proposée tend à rendre plus sérieux le contrôle de la Chambre du Conseil sur la détention préventive.

A partir de la première confirmation mensuelle, le dossier doit, avant chaque comparution en Chambre du Conseil, être mis à la disposition de l'avocat de l'inculpé. Celui-ci pourra ainsi discuter en connaissance de cause les motifs de la détention préventive, alors qu'aujourd'hui il ne connaît le dossier que par le rapport fait par le juge d'instruction à la Chambre au moment de la comparution. Certes, le Gouvernement tient à le déclarer, ces rapports sont très généralement impartiaux et complets; mais on admettra qu'ils n'offrent pas pour l'inculpé les mêmes garanties qu'un examen préalable du dossier.

On objectera que la disposition proposée est une atteinte au principe du secret de l'instruction; mais, on le reconnaîtra, ce principe n'a plus guère de défenseurs à l'heure actuelle. Le projet de révision du Livre 1^{er} du Code d'instruction criminelle, élaboré en 1914 par le Conseil de législation (auquel avaient été adjoints des spécialistes, avocats et magistrats peu suspects de négliger les droits de la société), propose de communiquer toutes les pièces à l'inculpé après cinq jours. Il paraît impossible de soumettre aux Chambres actuelles l'examen d'un problème aussi ardu que celui de la réforme de l'Instruction préparatoire. La réalisation de cette réforme amènerait d'ailleurs dans l'organisation judiciaire un bouleversement que l'encombrement actuel rendrait dangereux. Aussi le Gouvernement s'en tient-il aux mesures de procédure nécessitées par les circonstances et propose-t-il uniquement aux Chambres de faire un premier pas dans la voie tracée par le Conseil de législation. Si les spécialistes du Conseil de législation n'ont pas craint de communiquer le dossier à l'inculpé après cinq jours, il n'y a, on peut l'affirmer, pas de danger à le lui communiquer après un mois.

*
* * *

L'article 342 du Code d'instruction criminelle porte que « les jurés manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire ».

Les jurés ne peuvent pas se préoccuper de la peine; ils doivent dire si l'accusé est coupable ou non sans envisager l'arrêt qui résultera de leur verdict. Telle est la loi actuelle. En fait, les jurés « manquent à leur

premier devoir » et leur préoccupation essentielle est de rendre un verdict qui impose à la Cour l'obligation de ne pas excéder dans l'application de la peine les limites qu'eux, jurés, tiennent pour raisonnables. C'est là, d'ailleurs, un sentiment si naturel qu'il est impossible de ne pas compter avec lui.

Notre système de peines, tel qu'il est établi par le Code pénal, manque de souplesse : les circonstances atténuantes sont réglées par les articles 80, 81 et 82 du Code pénal de façon telle qu'elle laisse fort peu de choix au juge. Il en résulte que la Cour d'assises, appliquant la loi aux faits déclarés constants par le Jury, se trouve parfois dans l'obligation de prononcer des peines que les jurés, appréciant les choses non d'après les textes légaux mais d'après leur conscience, estiment exagérées. D'où cette impression dans le Jury que la Cour cherche à frapper dur, cette défiance bien injustifiée du Jury pour la Cour et cette tendance du Jury à acquitter pour éviter une peine trop forte alors que, s'il était assuré d'entendre prononcer une peine modérée, il ne manquerait pas de répondre affirmativement aux questions.

La défiance du Jury à l'égard de la Cour, tel est le vice capital de l'organisation actuelle du Jury. Faire disparaître cette défiance, amener au contraire une collaboration étroite et confiante entre la Cour et le Jury, c'est faire disparaître toutes les critiques qui ont été formulées contre l'institution du Jury, c'est donner au Jury tout son effet utile; c'est empêcher, en outre, que la crainte d'une répression excessive n'ait pour résultat l'absence de répression. Tel est le but auquel tendent les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi proposée.

L'article 2 modifie les dispositions du Code pénal sur les circonstances atténuantes en entrant dans la voie tracée par la doctrine et que le Code néerlandais notamment a déjà adoptée. (Le Code pénal néerlandais fixe pour les infractions un maximum et pas de minimum).

Toutes les peines criminelles d'une durée supérieure à dix ans peuvent être remplacées par des peines dont le minimum est un emprisonnement d'un an. Les peines de cinq ans à dix ans peuvent être remplacées par un emprisonnement d'un mois au moins. Le juge a ainsi plein pouvoir d'appréciation en cas d'admission de circonstances atténuantes.

L'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par la loi du 26 décembre 1881, devait, à la suite de cette innovation, être modifié à nouveau dans son texte; il a paru plus rationnel de l'insérer dans le Code pénal, sous le n° 82, et de lui donner une rédaction plus compréhensible tout en en maintenant le sens.

Si l'on se bornait à modifier les dispositions sur les circonstances atténuantes de la façon proposée, il en résulterait nécessairement que les Chambres du Conseil pourraient renvoyer devant les tribunaux correctionnels tous les crimes non politiques par application de l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Aussi propose-t-il dans l'article 3 la modification des articles 1 et 2 de la loi du 4 octobre 1867 de façon à contenir le droit de « correctionnaliser » dans

les limites actuelles. Il ne propose l'extension de ce droit que pour les vols qualifiés prévus aux articles 471 et 472 du Code pénal : les vols commis à l'aide de violences dans les maisons habitées ou dans les chemins publics sont parfois punis de peines manifestement exagérées par la combinaison des circonstances aggravantes relevées aux articles 471 et 472 du Code pénal; il n'y a vraiment aucun intérêt à encombrer les Cours d'assises de l'examen de ces affaires lorsque la Chambre du Conseil estime une peine correctionnelle suffisante.

Le Gouvernement propose aussi de modifier en même temps l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de cette même loi du 4 octobre 1867 afin de le mettre en harmonie avec la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance en y supprimant le mot « âge ».

Il ne suffirait pas pour faire disparaître la crainte du Jury d'entendre prononcer des peines trop fortes et la tendance qu'il a de préférer un acquittement injustifiable à l'éventualité d'une peine trop sévère, de modifier les dispositions sur les circonstances atténuantes. Étant donné l'état d'esprit habituel des jurés à l'heure actuelle, ils redouteraient encore de voir la Cour faire ce qu'ils considèrent comme un abus de leur verdict. Il ne suffirait pas non plus de permettre au Jury de statuer sur l'admission des circonstances atténuantes puisque, dans le cas d'un crime puni de la peine de mort, par exemple, les circonstances atténuantes permettraient néanmoins à la Cour de prononcer les travaux forcés à perpétuité ou la détention perpétuelle.

Il faut aller plus loin et, puisque le Jury se préoccupe de la peine, la lui laisser appliquer.

C'est là un changement sérieux apporté à la procédure de la Cour d'assises, le Gouvernement ne se le dissimule pas, mais il estime que, dans l'intérêt même d'une juste répression, son adoption s'impose. Le système actuel est contraire à toute notion de psychologie : les jurés ont à prendre une décision de laquelle dépendent la vie et l'honneur d'un homme, ils ne peuvent connaître comment vont se traduire les conséquences légales de leur verdict; ne seront-ils pas fatalement tentés de mettre leur conscience en repos en adoptant la solution qui absoudra peut-être un coupable, mais qui leur donnera la certitude de ne pas voir infliger à celui-ci une punition que leur conscience trouve exagérée? Si l'on confie au Jury le jugement des crimes et des délits politiques et de presse, qu'on lui confie *tout* le jugement de ces infractions, y compris la fixation de la peine à appliquer.

Toutefois, comme l'application des peines peut donner lieu à des difficultés techniques, la Cour se joindra au Jury pour délibérer sur ce point.

L'article 4 du projet consacre en droit la désuétude dans laquelle est tombé l'alinéa dernier de l'article 342 du Code d'instruction criminelle. Il modifie ensuite les articles 362 à 371 du même Code de façon à réaliser l'application de la peine par le Jury et la Cour délibérant en commun; les condamnations aux dommages-intérêts et aux restitutions, questions d'ordre purement pécuniaire et qui peuvent prêter à des débats d'ordre purement juridique, demeurent l'œuvre de la Cour.

Les dispositions nouvelles reproduisent, chaque fois qu'il est possible, les termes des dispositions anciennes dont le sens est fixé par la pratique et la jurisprudence, et qui ne peuvent plus, par conséquent, prêter à controverse; la délibération en commun par la Cour et le Jury est régie par un texte analogue aux articles 141 et 143 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

A part la délibération en commun sur la peine, l'article 4 n'apporte aucune innovation.

L'article 5 contient les modifications aux autres dispositions du Code d'instruction criminelle nécessitées par la modification de principe consacrée par l'article 4.

*
* * *

Le Gouvernement se permet d'insister sur l'urgence de ce projet, dont le vote fera immédiatement sentir ses heureux effets sur les multiples procédures en cours; si, au contraire, les débats se prolongeaient, le fonctionnement des Cours d'assises ne manquerait pas d'être très sérieusement entravé.

Le Ministre de la Justice,

ÉMILE VANDERVELDE.

Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes et la participation du jury à l'application des peines.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de déposer en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 5 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive dont elle formera l'alinéa 3 :

Préalablement à la comparution en Chambre du Conseil, le dossier sera mis, pendant deux jours, au greffe, à la disposition du conseil de l'inculpé. Le greffier en donnera avis au conseil par lettre recommandée.

ARTICLE 2.

Les articles 80 du Code pénal, 81 du Code pénal complété par l'article 6 de l'arrêté loi du 14 septembre 1918, 82 du Code pénal et l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par la loi du 26 décembre 1881, sont abrogés

Wetsontwerp op de voorloopige hechtenis, de verzachtende omstandigheden en de deelneming der gezworenen aan de toepassing der straffen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heilt

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De volgende bepaling is toegevoegd aan artikel 5 der wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis en wel als lid 3 :

Vóór de verschijning in Raadkamer wordt het dossier, gedurende twee dagen, in de griffie ter beschikking gesteld van den raadsman van den beklagde. Hiervan geeft de griffier aan den raadsman kennis bij aangeteekenden brief.

ARTIKEL 2.

De artikelen 80 van het Strafwetboek, 81 van het Strafwetboek aangevuld bij artikel 6 der besluit-wet van 14 September 1918, 82 van het Strafwetboek en lid 2 van artikel 3 der wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wet

et remplacés par les dispositions suivantes qui seront insérées dans le Code pénal sous les numéros 80, 81 et 82 :

ART. 80. — La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés à perpétuité, par les travaux forcés à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans par les travaux forcés de dix ans à quinze ans, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la réclusion par un emprisonnement d'un mois au moins.

ART. 81. — La peine de mort portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'État sera remplacée par la détention perpétuelle ou à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention perpétuelle par la détention à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention extraordinaire par la détention ordinaire ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de dix ans à quinze ans par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de cinq ans à dix ans par un emprisonnement d'un mois au moins.

ART. 82. — Dans les cas de concours prévus aux articles 61 et 62 du Code

van 26 December 1881, zijn ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen die, onder de nummers 80, 81 en 82, in het Strafwetboek worden opgenomen :

ART. 80. — Doodstraf wordt vervangen door levenslangen of tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Levenslange dwangarbeid, door tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar, door dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Opsluiting, door eenē gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

ART. 81. — De doodstraf, voorzien in zake misdaad tegen de veiligheid van den Staat buitenslands, wordt vervangen door levenslange of tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Levenslange hechtenis, door tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Buitengewone hechtenis, door gewone hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar, door hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van vijf jaar tot tien jaar, door eene gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

ART. 82. — In geval van samenloop, voorzien bij de artikelen 61 en 62 van

pénal, si, à raison de circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites au taux des peines correctionnelles, la juridiction de jugement pourra néanmoins ne prononcer qu'une peine unique.

ARTICLE 3.

Les articles 1, 2 et 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — L'appréciation des circonstances atténuantes, dans les cas prévus par le chapitre IX, livre I^{er}, du Code pénal, appartient aux juridictions de jugement.

Ces circonstances atténuantes seront indiquées dans leurs arrêts et jugements.

ART. 2. — Dans les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle à raison de circonstances atténuantes, d'une excuse ou de la surdi-mudité de l'inculpé, la Chambre du Conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

Toutefois, la Chambre du Conseil ne jouira de cette faculté en cas de circonstances atténuantes que pour autant que la peine normale soit de quinze ans de travaux forcés au maximum, à moins qu'il ne s'agisse d'infractions prévues par les articles 471 et 472 du Code pénal.

ART. 3. — Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes, l'excuse ou la surdi-mudité.

het Strafwetboek, kan het rechtsprekende college, wanneer op grond van verzachtende omstandigheden de lijfstraffen verminderd worden tot den omvang van boetstraffen, niettemin slechts eene enkele straf uitspreken.

ARTIKEL 3.

De artikelen 1, 2 en 3, 1^e lid, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden worden ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 1. — De beoordeeling van de verzachtende omstandigheden, in de gevallen bij hoofdstuk IX, 1^e boek, van het Strafwetboek voorzien, berust bij het rechtsprekende college.

Die verzachtende omstandigheden worden in hunne arresten en vonnissen medegedeeld.

ART. 2. — In de gevallen waarin er gronden mochten bestaan om alleen eene boetstraf uit te spreken, wegens verzachtende omstandigheden, eene verschooning of doofstomheid van den beklaagde, kan de Raadkamer met éénparige stemmen harer leden en door eene niet redenen omkleede beschikking, den beklaagde naar de boetstraffelijke rechtbank verwijzen.

Echter kan de Raadkamer van deze vrijheid, bij voorhanden zijn van verzachtende omstandigheden, slechts gebruik maken voor zoover de normale straf ten hoogste vijftien jaar dwangarbeid bedraagt, ten ware het inbreuken gold, bij de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek voorzien.

ART. 3. — De boetstraffelijke rechtbank voor welke de beklaagde verwezen is, kan hare bevoegdheid niet afwijzen, wat betreft de verzachtende omstandigheden, de verschooning of de doofstomheid.

ARTICLE 4.

L'alinéa dernier de l'article 342 du Code d'instruction criminelle est abrogé; les articles 362 à 371 du même Code sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 362. — Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le Procureur général fera réquisition pour l'application de la loi.

Le Président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé et son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié infraction par la loi ou qu'il ne mérite pas la peine dont le Procureur général a requis l'application.

ART. 363. — La Cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

ART. 364. — Si ce fait est défendu, même s'il ne se trouve plus être de la compétence de la Cour d'assises, le Président fera retirer l'accusé de l'auditoire et la Cour se rendra avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le Président de la Cour, délibérera sur la peine à prononcer conformément à la loi pénale.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix.

Le Président recueillera les opinions individuellement; les jurés opineront les premiers, en commençant par le plus jeune, puis les magistrats assesseurs en commençant par le dernier nommé et enfin le Président.

ARTIKEL 4.

Het laatste lid van artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering is ingetrokken; de artikelen 362 tot 371 van hetzelfde Wetboek zijn ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 362. — Wanneer de beklagde schuldig zal zijn verklaard, vordert de Procureur Generaal de toepassing der wet.

De Voorzitter vraagt den beklagde of hij niets te zijner verdediging heeft in te brengen.

De beklagde en zijn raadsman mogen niet meer pleiten dat het feit valsch is, doch alleen dat het door de wet niet verboden of niet als eene inbreuk omschreven wordt of dat het niet de straf verdient waarvan de Procureur Generaal de toepassing vordert.

ART. 363. — Het Hof spreekt den beklagde vrij indien het feit waarvan hij schuldig werd verklaard, niet door eene strafwet is verboden.

ART. 364. — Indien dit feit is verboden, zelfs wanneer het niet meer behoort tot de bevoegdheid van het Hof van Assisen, verwijdert de Voorzitter den beklagde uit de gehoorzaal en het Hof begeeft zich met de gezworenen naar hunne kamer. Het aldus samengesteld lichaam, door den Voorzitter van het Hof voorgezeten, beraadslaagt over de straf overeenkomstig de strafwet uit te spreken.

De beslissingen worden genomen bij volstreckte meerderheid van stemmen.

De Voorzitter neemt elke meening na de andere in ontvangst; de gezworenen brengen eerst hunne stem uit, beginnende met den jongste, vervolgens de bijzittende magistraten te beginnen met den laatstbenoemde en, ten slotte, de Voorzitter.

Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux voix.

Si, après ce second vote, plus de deux opinions subsistent, sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, les juges ou les jurés qui auront émis l'opinion la moins favorable à l'inculpé seront tenus de se réunir à l'une des autres opinions.

Si, après cela, plus de deux opinions subsistent encore sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, la disposition prévue à l'alinéa précédent recevra à nouveau application jusqu'au moment où une opinion aura recueilli la majorité absolue.

ART. 365. — L'accusé qui succombera sera condamné aux frais envers l'Etat.

ART. 366. — La Cour et les Jurés rentreront ensuite dans l'auditoire et reprendront leur place. Le Président fera introduire l'accusé et donnera à haute voix lecture de l'arrêt, il lira également le texte de la loi sur laquelle est fondée la condamnation.

Après avoir prononcé l'arrêt, le Président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

ART. 367. — Dans le cas d'absolution comme dans celui de condamnation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts ou restitutions prétendus par la partie civile.

Celle-ci fera sa réquisition. L'accusé

Zijn de meeningen verschillend, dan wordt opnieuw gestemd.

Blijven, na deze tweede stemming, meer dan twee meeningen heerschen, zonder dat eene harer de volstreckte meerderheid heeft verworven, dan zijn de rechters of de gezworenen, die zich het minst gunstig ten voordeele van den beklaagde hebben uitgesproken, gehouden zich met eene der andere meeningen te vereenigen.

Blijven nadien nog meer dan twee meeningen heerschen, zonder dat eene harer de volstreckte meerderheid heeft verworven, dan wordt de bij het voorgaande lid voorziene bepaling opnieuw toegepast, totdat eene meening de volstreckte meerderheid hebbe bekomen.

ART. 365. — De beklaagde, die in het ongelijk wordt gesteld, wordt verwezen in de kosten ten aanzien van den Staat.

ART. 366. — Het Hof en de Gezworenen keeren vervolgens naar de gehoorzaal terug en hernemen hunne plaats. De Voorzitter doet den beklaagde verschijnen en geeft met luider stem lezing van het arrest; hij leest insgelijks den tekst der wet waarop het vonnis is gegrond.

Na uitspraak van het vonnis, kan de Voorzitter, naar omstandigheden, den beklaagde aansporen tot kloekmoedigheid, tot gelatenheid of tot verbetering van zijn gedrag. Hij deelt hem mede dat het hem vrij staat zich in cassatie te voorzien en welke de termijn is waarbinnen hij dit kan doen.

ART. 367. — Zoo in geval van niet-schuldigverklaring als in geval van schuldigverklaring, doet het Hof uitspraak in zake de schadevergoeding of de teruggave, waarop de burgerlijke partij aanspraak maakt.

Deze stelt haren eisch. De beklaagde

et son conseil pourront plaider seulement que le fait n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile ou que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus. Le Procureur Général sera entendu en son avis.

ART. 368. — Les juges délibéreront ensuite et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du Conseil mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

La Cour pourra commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport ainsi qu'il est dit à l'article 358.

ART. 369. — La Cour condamnera l'accusé qui succombe aux frais envers la partie civile ; elle condamnera la partie civile qui succombe aux frais envers l'État et envers l'accusé.

ART. 370. — La Cour ordonnera que les effets pris seront restitués au propriétaire.

Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

ART. 371. — Les arrêts sont écrits par le greffier et signés par le Président ou, s'il est empêché de signer, par le plus ancien juge ; ils contiennent le texte de la loi pénale appliquée, à peine d'une amende de 100 francs contre le greffier.

en zijn raadsman mogen slechts pleiten dat het feit geen aanleiding geeft tot schadevergoeding ten bate van de burgerlijke partij of dat deze de haar verschuldigde schadevergoeding te hoog stelt. De Procureur Généraal wordt daaromtrent gehoord.

ART. 368. — De rechters beraadslagen daarna en brengen stil hunne stem uit ; te dien einde kunnen zij zich in de Raadkamer afzonderen, maar het arrest wordt door de Voorzitter met luider stem afgekondigd ten overstaan van het publiek en den beklagde.

Het Hof kan aan een der rechters opdracht geven om partijen te hooren, kennis te nemen van de stukken en over een en ander verslag uit te brengen zooals gezegd is in artikel 358.

ART. 369. — Het Hof verwijst den beklagde, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van de burgerlijke partij ; het verwijst de burgerlijke partij, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van den Staat en van den beklagde.

ART. 370. — Het Hof beveelt dat de aangehaalde voorwerpen aan den eigenaar zullen teruggegeven worden.

Nochtans, indien een veroordeeling werd uitgesproken, geschiedt deze teruggave slechts indien door den eigenaar wordt bewezen dat de veroordeelde den termijn heeft laten verstrijken zonder zich in cassatie te voorzien of, heeft hij dat wel gedaan, dat de zaak voorgoed afgewikkeld is.

ART. 371. — De arresten worden door den griffier geschreven en door den Voorzitter ondertekend, of, indien deze belet is te teekenen, door den oudsten rechter ; zij bevatten den tekst der toegepaste strafwet, op straffe eener geldboete van 100 frank ten laste van den griffier.

ARTICLE 5.

Le chiffre 363 est substitué au chiffre 364 dans le 2^e alinéa de l'article 410 du Code d'instruction criminelle et l'alinéa 1^{er} de l'article 434 du même Code est modifié comme suit :

Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la Cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt conformément aux articles 362 et suivants du Code d'instruction criminelle modifiés par la présente loi, sur la déclaration de culpabilité déjà faite par le jury.

ARTICLE 6.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1919.

ARTIKEL 5.

Het cijfer 364 in het 2^e lid van artikel 410 van het Wetboek van Strafvordering wordt vervangen door het cijfer 363, en het 1^e lid van artikel 434 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd :

Werd het arrest vernietigd omdat daarbij eene andere straf was uitgesproken dan die welke de wet voor den aard der misdaad voorziet, dan doet het Hof van Assisen, waarnaar de zaak wordt verwezen, op de reeds door de jury gedane verklaring van schuld uitspraak overeenkomstig de artikelen 362 en volgende van het Wetboek van Strafvordering, bij deze wet gewijzigd.

ARTIKEL 6.

Deze wet wordt van kracht op den dag harer bekendmaking in het *Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, den 29^e Juni 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1919.

Wetsontwerp op de voorloopige hechtenis, de verzachtende omstandigheden en de deelneming der gezworenen aan de toepassing der straffen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De rol der Hoven van Assisen is overladen; onder hen die vóór die hoven moeten verschijnen, zijn er die van gemeenrechtelijke misdaden beschuldigd zijn en die niet berecht konden worden ten gevolge van den aanslag, door den bezetter gepleegd op de onafhankelijkheid der rechters en van de schorsing van de werkzaamheden der rechtbanken; anderen staan beschuldigd van de hatelijke misdaad van landverraad.

De Assisenhoven zijn dus vóór het oogenblik als rechtsprekende macht nog gewichtiger dan in gewonen tijd: Regeering en Kamers moeten er dus meer dan ooit voor zorgen, dat zij haar taak in gunstige voorwaarden kunnen waarnemen.

De Regeering heeft tot hare ontroering vastgesteld, dat er vonnissen zijn uitgesproken geworden waarbij de gezworenen overtreders, die volledige bekentenis hadden afgelegd, onschuldig verklaarden. Dit deed zich meermaals voor: vreest de jury dat het Hof een volgens haar overdreven straf uitspreke, dan verkiest zij de schuld te loochenen, al is 't in strijd met de klaarblijkelijke waarheid. Onnoodig te zeggen dat zulke wijze van berechten ontegensprekelijk een gevaar oplevert voor de openbare orde, in een tijd zooals deze, waarop de Assisenhoven van een overgroot aantal zaken kennis moeten nemen.

Het u voorgelegd ontwerp heeft dan ook ten doel, van de jury een gezonder rechtspraak te bekomen, doordien zij deel zou nemen aan de toepassing der straf en deze straf nauwkeurig zou kunnen bepalen naar de strafwaardigheid van den beklagde.

De rechtsmachten van onderzoek hebben eveneens de handen vol werk ; aanzienlijk is het aantal in voorloopige hechtenis zich bevindende beschuldigen ; en de openbare meening, die zich laat beïnvloeden door den hatelijken aard van de beschuldiging die op velen onder hen weegt, vertoont een uitgesproken neiging om die lieden reeds als schuldig te beschouwen omdat zij aangehouden zijn ! Het komt er dús op aan, alle nuttelooze verlenging van de voorloopige hechtenis te vermijden, opdat het publiek niet tevens schuldigen en onschuldigen aan een zelfden schandpaal zou stellen.

*
* *

Het eerste artikel van de voorgestelde wet strekt er toe dat het toezicht van de Raadkamer op de voorloopige hechtenis ernstiger zal worden.

Vanaf de eerste maandelijksche bevestiging, moet het dossier, vóór iedere verschijning in de Raadkamer, ter beschikking van den raadsman van den beschuldigde worden gesteld. Deze zal aldus met kennis van zaken de redenen, die tot de voorloopige hechtenis aanleiding hebben gegeven, kunnen bespreken, terwijl hij thans van het dossier slechts kennis krijgt door het verslag dat de onderzoeksrechter ter Kamer uitbrengt op het oogenblik der verschijning. Deze verslagen zijn — de Regeering stelt er prijs op dit te verklaren — in verreweg de meeste gevallen onpartijdig en volledig ; maar niettemin zal men aannemen dat zij vóór den beschuldigde niet dezelfde waarborgen opleveren als een voorafgaand onderzoek van den rechtsbundel.

Hiertegen zal men inbrengen, dat de voorgestelde bepaling afbreuk doet aan het beginsel dat wil, dat het onderzoek geheim weze ; maar erkend zal worden dat dit beginsel heden ten dage haast geen voorstanders méér heeft. Het ontwerp tot herziening van het eerste boek van het Wetboek van Strafvordering, in 1914 door den Raad voor Wetgeving (aan denwelken deskundigen, advocaten en magistraten, die er niet kunnen van verdacht worden dat zij de rechten der maatschappij willen verwaarloozen) ontworpen, stelt voor al de stukken na vijf dagen aan den beschuldigde mede te deelen. Aan de tegenwoordige Kamers een zoo lastig problema voorleggen als dat der hervorming van het voorbereidend onderzoek, blijkt onmogelijk. Met de tenuitvoerlegging van dergelijke hervorming zou trouwens gepaard gaan een verwarring in de rechterlijke organisatie die, ten gevolge van de bestaande overlading, gevaarlijk zou kunnen worden. De Regeering bepaalt zich dan ook bij de maatregelen, in zake rechtspleging, die de omstandigheden noodig maken, en zij stelt aan de Kamer alleen voor, een eersten stap te doen op den weg dien de Raad voor Wetgeving heeft aangewezen. Indiën de deskundigen van den Raad voor Wetgeving er geen bezwaar in vonden den rechtsbundel reeds na vijf dagen aan den beschuldigde mede te deelen, dan is er — men mag er staat op maken — geen gevaar bij, dat hij hem na ééne maand wordt medegedeeld.

*
* *

In artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering wordt gezegd dat de « gezworenen aan hun eersten plicht te kort komen wanneer zij, de bepalingen der strafwetten overdenkend, de gevolgen in oyerweging nemen welke de door hen afgelegde verklaring voor den beklaagde hebben kan ».

De gezworenen mogen zich om de straf niet bekommeren ; zij moeten verklaren of den beklaagde al dan niet schuldig is, zonder zich in te laten met het arrest, dat het gevolg van hunne uitspraak zal zijn. Zoo luidt thans de wet. Feitelijk « komen de gezworenen aan hun eersten plicht te kort » en zijn ze vooral bezorgd om eene uitspraak te doen, die aan het hof de verplichting oplegt bij de toepassing der straf binnen de perken te blijven, die zij, gezworenen, redelijk achten. Dit is trouwens zulk een natuurlijk gevoel, dat het onmogelijk is er geen rekenschap mede te houden.

Ons straffenstelsel, zooals het door het Wetboek van Strafrecht is voorzien, is niet lenig genoeg ; de verzachtende omstandigheden worden door de artikelen 80, 81 en 82 van het Strafwetboek op zulke wijze geregeld dat aan den rechter zeer weinig ruimte wordt overgelaten. Het gevolg daarvan is dat het Assisenhof, bij de toepassing der wet op de door de jury als vaststaand verklaarde feiten, soms verplicht is straffen uit te spreken welke overdreven worden geacht door de gezworenen, die de zaken beoordeelen, niet op grond van wetsteksten, maar alleen volgens hun geweten.

Vandaar bij de gezworenen die indruk, dat het Hof er op uit is hard te slaan, vandaar dit zeker niet gewettigde wantrouwen vanwege de jury tegenover het Hof en ook die neiging tot vrijspreken bij de jury, die dan beletten wil dat een al te zware straf wordt opgelegd terwijl, moest zij in de zekerheid verkeeren dat een matige straf zou worden uitgesproken, zij ziet nalaten zou, bevestigend op de vragen te antwoorden.

Het wantrouwen van de Jury tegenover het Hof, ziedaar het hoofdgebrek van de tegenwoordige organisatie der Jury. Kan men dat wantrouwen ter zijde stellen, tusschen Hof en Jury een innige en vertrouwende samenwerking in het leven roepen, dan maakt men een einde aan al de critiek tegen de jury als instelling aangevoerd ; dan stelt men de jury in staat al te geven wat zij geven kan ; dan doet men daarenboven een middel aan de hand om te beletten, dat vrees voor een buitensporige beteugeling aanleiding geve tot volslagen gebrek aan beteugeling. Dit is het doel van de artikelen 2, 3, 4 en 5 der voorgestelde wet.

Artikel 2 brengt wijziging toe aan de bepaling van het Strafwetboek in zake verzachtende omstandigheden, door den weg op te gaan die de rechtsleer heeft aangewezen en die trouwens reeds gevolgd wordt in het Nederlandsch Wetboek. (Het Nederlandsch Strafwetboek voorziet voor de inbreuken een maximum- en geen minimumstraf.)

Al de lijfstraffen, waarvan de duur tien jaar te boven gaat, kunnen worden vervangen door straffen die niet minder mogen bedragen dan één jaar

gevangenisstraf. De straffen van vijf jaar tot tien jaar kunnen worden vervangen door eene gevangenzetting van ten minste één maand. De rechter wordt op die wijze ten volle in staat gesteld over de toe te passen straf te oordeelen als er verzachtende omstandigheden voorhanden zijn.

Het tweede lid van artikel 3 der wet van 4 October 1867 betreffende de verzachtende omstandigheden, gewijzigd door de wet van 26 December 1881, moest ten gevolge van de ingevoerde nieuwigheid, opnieuw gewijzigd worden ; het kwam logischer voor, het onder nummer 82 op te nemen in het Strafwetboek en het op duidelijker wijze uit te drukken, zonder nochtans de beteekenis ervan te veranderen.

Moest men de bepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden enkel wijzigen op de hier voorgestelde manier, dan zou er noodzakelijk uit voortvloeien dat de Raadkamers, bij toepassing van artikel 2 der wet van 4 October 1867, al de misdaden, die niet van politieken aard zijn, naar de boetstraffelijke rechtbank zouden kunnen verwijzen. Dit is de bedoeling niet van de Regeering. In artikel 3 stelt zij dan ook voor, het eerste en tweede artikel der wet van 4 October 1867 aldus te wijzigen, dat het recht om de zaken boetstraffelijk te maken binnen de thans bestaande perken blijft behouden. Alleen wordt uitbreiding van dat recht voorzien ter zake van zwaren diefstal, bij de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek voorzien : diefstal door middel van geweld gepleegd in bewoonde huizen of op den openbaren weg, worden soms gestraft met duidelijk te strenge straffen, door de verzwarende omstandigheden, bij de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek vermeld, die daarmee gepaard gingen ; er bestaat werkelijk geen ernstige reden om het Assisenhof met het onderzoek van die zaken te bezwaren, wanneer de Raadkamer eene boetstraf voldoende acht.

De Regeering stelt eveneens voor, tevens het eerste lid van artikel 3 derzelfde wet van 4 October 1867 te wijzigen, om het in overeenstemming te brengen met de wet van 15 Mei 1912, op de Kinderbescherming, door het woord « ouderdom » te laten wegvallen.

Opdat de jury niet meer bevreesd weze, dat zij een te strenge straf zal hooren uitspreken, of niet meer geneigd weze een niet gewettigde vrijspraak te verkiezen boven de mogelijkheid van zulke te strenge straf, kan het er niet mede volstaan slechts de bepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden te wijzigen. Zulk is de gewone gemoedstoestand der gezworenen te dezen tijde, dat zij bovendien nog zouden vreezen dat het Hof wat zij noemen misbruik zou maken van hunne uitspraak. Evenmin zou het volstaan, de jury te belasten met de beslissing of er verzachtende omstandigheden voorhanden zijn, daar in zake eene misdaad, welke bijvoorbeeld met den dood wordt gestraft, het Hof ondanks de verzachtende omstandigheden, toch zou kunnen veroordeelen tot levenslangen dwangarbeid of levenslange opsluiting.

Er dient verder gegaan en, daar de jury zich om de straf bekommert, haar deze straf ook laten toepassen.

Dit is eene ernstige wijziging brengen in de rechtspleging in het Assisenhof; de Regeering ontveinst het zich niet; maar zij is van meening dat zij dient ingevoerd in het belang zelf eener rechtvaardige beteugeling. Het bestaande stelsel is in strijd met alle begrip van psychologie: de gezworenen moeten eene beslissing nemen waarvan het leven en de eer van een mensch afhangen; zij kunnen niet weten tot welke wettelijke gevolgen hunne uitspraak zal aanleiding geven; — zullen zij er niet onvermijdelijk toe willen komen, hun geweten gerust te stellen door eene oplossing te zoeken die misschien een schuldige ongestraft laat, maar hun de zekerheid geeft dat deze niet zal worden gestraft met eene straf, die zij in geweten overdreven achten? Als men aan de gezworenen het vonnissen der misdaden, der politieke en der persmisdrijven toevertrouwt, late men hun dan *alles* toevertrouwen wat bij dit vonnissen behoort, ook dan de bepaling van de toe te passen straf.

Daar de toepassing der straf echter aanleiding kan geven tot technische moeilijkheden, zal de Jury met het Hof vergaderen om over dit punt te beraadslagen.

Het laatste lid van artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering is in onbruik geraakt: artikel 4 van het ontwerp bekrachtigt dit in rechte. Hetzelfde artikel wijzigt vervolgens de artikelen 362 tot 371 van hetzelfde Wetboek om de toepassing der straf door de Jury en het Hof, te zamen beraadslagende, te verwezenlijken; wat de veroordeelingen tot schadeloosstelling en tot teruggave betreft, deze kwesties, die van louter geldelijken aard zijn en aanleiding kunnen geven tot zuiver juridische debatten, blijven tot de uitsluitende bevoegdheid van het Hof.

De nieuwe bepalingen, telkens wanneer dit mogelijk was, herhalen slechts de bewoordingen der vroegere bepalingen waarvan de beteekenis door de praktijk en de rechtspraak is vastgesteld, en die bijgevolg geen aanleiding tot betwisting meer kunnen geven; de beraadslaging, door het Hof en de Jury te zamen, wordt geregeld door een tekst in den aard van dien der artikelen 141 en 143 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Behalve deze gemeenschappelijke beraadslaging over de straf, voert artikel 4 niets nieuws in.

Artikel 5 bevat de wijzigingen aan de andere bepalingen van het Wetboek toe te brengen, uit oorzaak van de door artikel 4 gehuldigde wijziging van beginsel.

*
*
*

De Regeering legt nadruk op de dringendheid van dit ontwerp, waarvan de aanneming dadelijk een gelukkigen invloed zal uitoefenen op de vele aanhangige zaken; moesten de debatten integendeel te lang duren, dan zou de werkzaamheid der Hoven van Assisen onvermijdelijk daarvan grooten last ondervinden.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes et la participation du jury à l'application des peines.

Wetsontwerp op de voorloopige hechtenis, de verzachtende omstandigheden en de deelneming der gezworenen aan de toepassing der straffen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de déposer en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 5 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive dont elle formera l'alinéa 3 :

Préalablement à la comparution en Chambre du Conseil, le dossier sera mis, pendant deux jours, au greffe, à la disposition du conseil de l'inculpé. Le greffier en donnera avis au conseil par lettre recommandée.

ARTICLE 2.

Les articles 80 du Code pénal, 81 du Code pénal complété par l'article 6 de l'arrêté loi du 14 septembre 1918, 82 du Code pénal et l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par la loi du 26 décembre 1881, sont abrogés

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De volgende bepaling is toegevoegd aan artikel 5 der wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis en wel als lid 3 :

Vóór de verschijning in Raadkamer wordt het dossier, gedurende twee dagen, in de griffie ter beschikking gesteld van den raadsman van den beklaagde. Hiervan geeft de griffier aan den raadsman kennis bij aangeteekenden brief.

ARTIKEL 2.

De artikelen 80 van het Strafwetboek, 81 van het Strafwetboek aangevuld bij artikel 6 der besluit-wet van 14 September 1918, 82 van het Strafwetboek en lid 2 van artikel 3 der wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wet

et remplacés par les dispositions suivantes qui seront insérées dans le Code pénal sous les numéros 80, 81 et 82 :

ART. 80. — La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés à perpétuité, par les travaux forcés à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans par les travaux forcés de dix ans à quinze ans, par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la réclusion par un emprisonnement d'un mois au moins.

ART. 81. — La peine de mort portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'État sera remplacée par la détention perpétuelle ou à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention perpétuelle par la détention à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention extraordinaire par la détention ordinaire ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de dix ans à quinze ans par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de cinq ans à dix ans par un emprisonnement d'un mois au moins.

ART. 82. — Dans les cas de concours prévus aux articles 61 et 62 du Code

van 26 December 1881, zijn ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen die, onder de nummers 80, 81 en 82, in het Strafwetboek worden opgenomen :

ART. 80. — Doodstraf wordt vervangen door levenslangen of tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Levenslange dwangarbeid, door tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar, door dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Opsluiting, door eene gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

ART. 81. — De doodstraf, voorzien in zake misdaad tegen de veiligheid van den Staat buitenslands, wordt vervangen door levenslange of tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Levenslange hechtenis, door tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Buitengewone hechtenis, door gewone hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar, door hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van vijf jaar tot tien jaar, door eene gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

ART. 82. — In geval van samenloop, voorzien bij de artikelen 61 en 62 van

pénal, si, à raison de circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites au taux des peines correctionnelles, la juridiction de jugement pourra néanmoins ne prononcer qu'une peine unique.

ARTICLE 3.

Les articles 1, 2 et 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — L'appréciation des circonstances atténuantes, dans les cas prévus par le chapitre IX, livre I^{er}, du Code pénal, appartient aux juridictions de jugement.

Ces circonstances atténuantes seront indiquées dans leurs arrêts et jugements.

ART. 2. — Dans les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle à raison de circonstances atténuantes, d'une excuse ou de la surdi-mutité de l'inculpé, la Chambre du Conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

Toutefois, la Chambre du Conseil ne jouira de cette faculté en cas de circonstances atténuantes que pour autant que la peine normale soit de quinze ans de travaux forcés au maximum, à moins qu'il ne s'agisse d'infractions prévues par les articles 471 et 472 du Code pénal.

ART. 3. — Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes, l'excuse ou la surdi-mutité.

het Strafwetboek, kan het rechtsprekende college, wanneer op grond van verzachtende omstandigheden de lijfstraffen verminderd worden tot den omvang van boetstraffen, niettemin slechts eene enkele straf uitspreken.

ARTIKEL 3.

De artikelen 1, 2 en 3, 1^o lid, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden worden ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 1. — De beoordeeling van de verzachtende omstandigheden, in de gevallen bij hoofdstuk IX, 1^o boek, van het Strafwetboek voorzien, berust bij het rechtsprekende college.

Die verzachtende omstandigheden worden in hunne arresten en vonnissen medegedeeld.

ART. 2. — In de gevallen waarin er gronden mochten bestaan om alleen eene boetstraf uit te spreken, wegens verzachtende omstandigheden, eene verschooning of doofstomheid van den beklaagde, kan de Raadkamer met éénparige stemmen harer leden en door eene met redenen omkleede beschikking, den beklaagde naar de boetstraffelijke rechtbank verwijzen.

Echter kan de Raadkamer van deze vrijheid, bij voorhanden zijn van verzachtende omstandigheden, slechts gebruik maken voor zoover de normale straf ten hoogste vijftien jaar dwangarbeid bedraagt, ten ware het inbreuken gold, bij de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek voorzien.

ART. 3. — De boetstraffelijke rechtbank voor welke de beklaagde verwezen is, kan hare bevoegdheid niet afwijzen, wat betreft de verzachtende omstandigheden, de verschooning of de doofstomheid.

ARTICLE 4.

L'alinéa dernier de l'article 342 du Code d'instruction criminelle est abrogé; les articles 362 à 371 du même Code sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 362. — Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le Procureur général fera réquisition pour l'application de la loi.

Le Président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé et son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié infraction par la loi ou qu'il ne mérite pas la peine dont le Procureur général a requis l'application.

Art. 363. — La Cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

Art. 364. — Si ce fait est défendu, même s'il ne se trouve plus être de la compétence de la Cour d'assises, le Président fera retirer l'accusé de l'auditoire et la Cour se rendra avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le Président de la Cour, délibérera sur la peine à prononcer conformément à la loi pénale.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix.

Le Président recueillera les opinions individuellement; les jurés opineront les premiers, en commençant par le plus jeune, puis les magistrats assesseurs en commençant par le dernier nommé et enfin le Président.

ARTIKEL 4.

Het laatste lid van artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering is ingetrokken; de artikelen 362 tot 371 van hetzelfde Wetboek zijn ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

Art. 362. — Wanneer de beklagde schuldig zal zijn verklaard, vordert de Procureur Generaal de toepassing der wet.

De Voorzitter vraagt den beklagde of hij niets te zijner verdediging heeft in te brengen.

De beklagde en zijn raadsman mogen niet meer pleiten dat het feit valsch is, doch alleen dat het door de wet niet verboden of niet als eene inbreuk omschreven wordt of dat het niet de straf verdient waarvan de Procureur Generaal de toepassing vordert.

Art. 363. — Het Hof spreekt den beklagde vrij indien het feit waarvan hij schuldig werd verklaard, niet door eene strafwet is verboden.

Art. 364. — Indien dit feit is verboden, zelfs wanneer het niet meer behoort tot de bevoegdheid van het Hof van Assisen, verwijdert de Voorzitter den beklagde uit de gehoorzaal en het Hof begeeft zich met de gezworenen naar hunne kamer. Het aldus samengesteld lichaam, door den Voorzitter van het Hof voorgezeten, beraadslaagt over de straf overeenkomstig de strafwet uit te spreken.

De beslissingen worden genomen bij volstreckte meerderheid van stemmen.

De Voorzitter neemt elke meening na de andere in ontvangst; de gezworenen brengen eerst hunne stem uit, beginnende met den jongste, vervolgens de bijzittende magistraten te beginnen met den laatsbenoemde en, ten slotte, de Voorzitter.

Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux voix.

Si, après ce second vote, plus de deux opinions subsistent, sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, les juges ou les jurés qui auront émis l'opinion la moins favorable à l'inculpé seront tenus de se réunir à l'une des autres opinions.

Si, après cela, plus de deux opinions subsistent encore sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, la disposition prévue à l'alinéa précédent recevra à nouveau application jusqu'au moment où une opinion aura recueilli la majorité absolue.

ART. 365. — L'accusé qui succombera sera condamné aux frais envers l'Etat.

ART. 366. — La Cour et les Jurés rentreront ensuite dans l'auditoire et reprendront leur place. Le Président fera introduire l'accusé et donnera à haute voix lecture de l'arrêt, il lira également le texte de la loi sur laquelle est fondée la condamnation.

Après avoir prononcé l'arrêt, le Président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

ART. 367. — Dans le cas d'absolution comme dans celui de condamnation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts ou restitutions prétendus par la partie civile.

Celle-ci fera sa réquisition. L'accusé

Zijn de meeningen verschillend, dan wordt opnieuw gestemd.

Blijven, na deze tweede stemming, meer dan twee meeningen heerschen, zonder dat eene harer de volstrekte meerderheid heeft verworven, dan zijn de rechters of de gezworenen, die zich het minst gunstig ten voordeele van den beklaagde hebben uitgesproken, gehouden zich met eene der andere meeningen te vereenigen.

Blijven nadien nog meer dan twee meeningen heerschen, zonder dat eene harer de volstrekte meerderheid heeft verworven, dan wordt de bij het voorgaande lid voorziene bepaling opnieuw toegepast, totdat eene meening de volstrekte meerderheid hebbe bekomen.

ART. 365. — De beklaagde, die in het ongelijk wordt gesteld, wordt verwezen in de kosten ten aanzien van den Staat.

ART. 366. — Het Hof en de Gezworenen keeren vervolgens naar de gehoorzaal terug en hernemen hunne plaats. De Voorzitter doet den beklaagde verschijnen en geeft met luider stem lezing van het arrest; hij leest insgelijks den tekst der wet waarop het vonnis is gegrond.

Na uitspraak van het vonnis, kan de Voorzitter, naar omstandigheden, den beklaagde aansporen tot kloekmoedigheid, tot gelatenheid of tot verbetering van zijn gedrag. Hij deelt hem mede dat het hem vrij staat zich in cassatie te voorzien en welke de termijn is waarbinnen hij dit kan doen.

ART. 367. — Zoo in geval van niet-schuldigverklaring als in geval van schuldigverklaring, doet het Hof uitspraak in zake de schadevergoeding of de teruggave, waarop de burgerlijke partij aanspraak maakt.

Deze stelt haren eisch. De beklaagde

et son conseil pourront plaider seulement que le fait n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile ou que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus. Le Procureur Général sera entendu en son avis.

ART. 368. — Les juges délibéreront ensuite et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du Conseil mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

La Cour pourra commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport ainsi qu'il est dit à l'article 358.

ART. 369. — La Cour condamnera l'accusé qui succombe aux frais envers la partie civile ; elle condamnera la partie civile qui succombe aux frais envers l'Etat et envers l'accusé.

ART. 370. — La Cour ordonnera que les effets pris seront restitués au propriétaire.

Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

ART. 371. — Les arrêts sont écrits par le greffier et signés par le Président ou, s'il est empêché de signer, par le plus ancien juge ; ils contiennent le texte de la loi pénale appliquée, à peine d'une amende de 100 francs contre le greffier.

en zijn raadsman mogen slechts pleiten dat het feit geen aanleiding geeft tot schadevergoeding ten bate van de burgerlijke partij of dat deze de haar verschuldigde schadevergoeding te hoog stelt. De Procureur Generaal wordt daaromtrent gehoord.

ART. 368. — De rechters beraadslagen daarna en brengen stil hunne stem uit ; te dien einde kunnen zij zich in de Raadkamer afzonderen, maar het arrest wordt door de Voorzitter met luider stem afgekondigd ten overstaan van het publiek en den beklagde.

Het Hof kan aan een der rechters opdracht geven om partijen te hooren, kennis te nemen van de stukken en over een en ander verslag uit te brengen zooals gezegd is in artikel 358.

ART. 369. — Het Hof verwijst den beklagde, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van de burgerlijke partij ; het verwijst de burgerlijke partij, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van den Staat en van den beklagde.

ART. 370. — Het Hof beveelt dat de aangehaalde voorwerpen aan den eigenaar zullen teruggegeven worden.

Nochtans, indien een veroordeeling werd uitgesproken, geschiedt deze teruggave slechts indien door den eigenaar wordt bewezen dat de veroordeelde den termijn heeft laten verstrijken zonder zich in cassatie te voorzien of, heeft hij dat wel gedaan, dat de zaak voorgoed afgewikkeld is.

ART. 371. — De arresten worden door den griffier geschreven en door den Voorzitter onderteekend, of, indien deze belet is te teekenen, door den oudsten rechter ; zij bevatten den tekst der toegepaste strafwet, op straffe eener geldboete van 100 frank ten laste van den griffier.

ARTICLE 5.

Le chiffre 363 est substitué au chiffre 364 dans le 2^e alinéa de l'article 410 du Code d'instruction criminelle et l'alinéa 1^{er} de l'article 434 du même Code est modifié comme suit :

Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la Cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt conformément aux articles 362 et suivants du Code d'instruction criminelle modifiés par la présente loi, sur la déclaration de culpabilité déjà faite par le jury.

ARTICLE 6.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1919.

ARTIKEL 5.

Het cijfer 364 in het 2^e lid van artikel 410 van het Wetboek van Strafvordering wordt vervangen door het cijfer 363, en het 1^e lid van artikel 434 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd :

Werd het arrest vernietigd omdat daarbij eene andere straf was uitgesproken dan die welke de wet voor den aard der misdaad voorziet, dan doet het Hof van Assisen, waarnaar de zaak wordt verwezen, op de reeds door de jury gedane verklaring van schuld uitspraak overeenkomstig de artikelen 362 en volgende van het Wetboek van Strafvordering, bij deze wet gewijzigd.

ARTIKEL 6.

Deze wet wordt van kracht op den dag harer bekendmaking in het *Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, den 29^e Juni 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.